



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 09/2018 – 15

OBJET : FISCALITE
Fixation du produit de la taxe GEMAPI

L'An deux mille dix-huit et le vingt-cinq du mois de septembre (25.09.2018) à 19 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 19 septembre 2018, s'est assemblé à la salle des fêtes de Saint-Aignan, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. HENRYOT Jean-Michel, 2^{ème} Vice-Président
M. BRIOIS Dominique, 3^{ème} Vice-Président
M. CAPAYROU Joël, 4^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 5^{ème} Vice-Présidente
Mme FEAU Annie, 6^{ème} Vice-Présidente
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7^{ème} Vice-Président
M. BENCE Jean-Marie, 8^{ème} Vice-Président
Mme DELZERS Monique, 9^{ème} Vice-Présidente
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10^{ème} Vice-Président
Mme ROLLET Colette, 11^{ème} Vice-Présidente
M. LANNES Serge, 12^{ème} Vice-Président

M. REMIA Alex - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric - Mme HURREAU-SAUVET Nadia - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°1) - Mme CAMPOURCY Véronique - Mme TRESSSENS Christiane - M. IMBERT Jean-Paul - M. BENECH Robert (jusqu'à la délibération n°2) - Mme GARRIGUES Maïté - M. CASSIGNOL Michel - Mme BAULU Maryse - Mme MAERTEN Fabienne - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - M. CALVI Daniel - M. FONTANIE Pierre - M. GUILLAMAT Pierre - Mme CASTRO Marie - M. VALLES Gérard - M. CHARLES Patrice - M. JAUBERT Jacques - M. DELLAC Patrick - M. SAMAIN Hugues - M. FEGNE Jean - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte - M. PREVEDELLO Xavier (à partir de la délibération n°1)

CONSEILLERS REPRESENTES :

Mme ROBIN Nathalie
Mme CARDONA Muriel (jusqu'au procès-verbal)
M. BENECH Robert (à partir de la délibération n°3)
M. ANDRAL Maurice
M. DUPUY Guy
M. DESCAZEUX Robert
M. GERARDIN Frédéric
M. PREVEDELLO Xavier (jusqu'au procès-verbal)

a donné procuration à M. BESIERS Jean-Philippe
a donné procuration à Mme BAJON-ARNAL Jeanine
a donné procuration à M. LANNES Serge
a donné procuration à Mme GARRIGUES Maïté
est remplacé par M. FEGNE J.P., conseiller suppléant
est remplacé par M. VIGNAUX C., conseiller suppléant
a donné procuration à M. BRIOIS Dominique
a donné procuration à Mme CAMPOURCY Véronique

ABSENTS EXCUSES :

Mme GAMBARA Corinne
M. DESQUINES Philippe

ABSENTS NON EXCUSES :

M. ANGLES André
M. GARRIGUES Jean-Claude
M. LAFONT Hubert
Mme BERGE Marie-Luce

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Mme Véronique CAMPOURCY ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Depuis le 1er janvier 2018, la Communauté de Communes exerce la compétence :

- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du Code de l'environnement

Cette compétence concerne l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe, et visant :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- la défense contre les inondations et contre la mer
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts ;

Vu l'article 1530 bis du code général des impôts qui stipule que :

« II. — **Le produit de cette taxe est arrêté avant le 1er octobre de chaque année pour application l'année suivante** par l'organe délibérant de la commune ou, le cas échéant, de l'établissement public de coopération intercommunale, dans la limite d'un plafond fixé à 40 € par habitant, au sens de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales, résidant sur le territoire relevant de sa compétence.

Sous réserve du respect du plafond fixé au premier alinéa du présent II, le produit voté de la taxe est au plus égal au montant annuel prévisionnel des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, telle qu'elle est définie au I bis de l'article L. 211-7 du code de l'environnement.

Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts, résultant de l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, telle qu'elle est définie au même I bis.

III. — Le produit de la taxe prévue au I du présent article est réparti entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises, proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes a procurées l'année précédente à la commune ou aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

IV. — La base de la taxe est déterminée dans les mêmes conditions que pour la part communale ou, à défaut de part communale, dans les mêmes conditions que pour la part intercommunale de la taxe principale à laquelle la taxe s'ajoute.

Les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte sont exonérés de la taxe prévue au I au titre des locaux d'habitation et des dépendances dont ils sont propriétaires et qui sont attribués sous conditions de ressources. Les redevables au nom desquels une cotisation de taxe d'habitation est établie au titre de ces locaux sont exonérés de la taxe.

V. — Le produit de la taxe, après déduction du prélèvement prévu au A du I et au II de l'article 1641 du présent code, est reversé au bénéficiaire dans les conditions prévues à l'article L. 2332-2 du code général des collectivités territoriales.

VI. — Les cotisations sont établies, contrôlées, garanties et recouvrées comme en matière de contributions directes.

Les réclamations et les contentieux sont présentés et jugés comme en matière de contributions directes.

VII. — Les dégrèvements accordés en application du IV ou par suite d'une imposition établie à tort sont à la charge de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Ils s'imputent sur les attributions mensuelles de taxes et impositions perçues par voie de rôle prévues à l'article L. 2332-2 du code général des collectivités territoriales. »

Considérant que la taxe GEMAPI a été instaurée par délibération 02/2018 - 12 du 13 février 2018 ;

Considérant que le produit de la taxe pour 2018 a été fixé à 50 000 € ;

Considérant que le montant des dépenses dédiées à cette compétence s'élève à ce jour à 52 966,71 €, il est proposé de fixer à 50 000 € le produit attendu pour l'année 2019 ;

Vu l'avis favorable de la commission communautaire Commission Finances, Marchés Publics et Vie Associative du 13 septembre 2018 ;

Vu l'avis favorable du bureau communautaire du 18 septembre 2018 ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré

- **arrête** le produit de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à 50 000 € pour l'année 2019 ;
- **charge** le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux et aux services fiscaux.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 27/09/2018
Publication le : 27/09/2018
Notification le : 27/09/2018

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Membres en exercice :53
Présents :43
Votants :47
Adoptée à 46 voix pour
1 abstention (M. H. SAMAIN)

AR PREFECTURE

082-200066322-20180927-DEL09201815-DE
Regu le 27/09/2018

